

Hiver à haut risque

Coût de la vie, énergie,
écologie : de la crise
à la transition



**Destin
Commun**
More in Common France

Hiver à haut risque

Coût de la vie, énergie,
écologie : de la crise
à la transition

LAURENCE DE NERVAUX

TRISTAN GUERRA

*Avec la contribution de Thomas Pellerin-Carlin,
directeur du Centre énergie de l'Institut Jacques Delors*



**Destin
Commun**

More in Common France

Méthodologie et périmètre de l'étude

L'étude repose sur une enquête auto-administrée en ligne réalisée par l'institut YouGov auprès d'un échantillon représentatif de la population française composé de 2 193 personnes âgées de 18 et plus (France métropolitaine).

L'échantillon a été constitué à l'aide de la méthode des quotas et est redressé sur la base du sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, diplôme, région, catégorie d'agglomération et vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

L'enquête a été conduite du 19 au 26 juillet 2022. Elle a été menée simultanément en Allemagne, au Royaume-Uni et en Pologne.

Résumé exécutif

Notre pays traverse depuis quelques années une succession rapprochée de perturbations d'une rare intensité : une pandémie paralysant toutes les économies mondiales et assignant à résidence des populations entières, une guerre de haute intensité en Europe, et une crise majeure de l'approvisionnement en énergie et en matières premières agricoles. En France, ces épisodes sont intervenus dans un contexte de fragilisation de la démocratie et des institutions que le cycle électoral de 2022 a accentuée, avec d'une part une polarisation croissante du débat public et de la vie politique, et de l'autre, des taux d'abstention record, symptôme de renoncement autant que de défiance.

À travers cette enquête, Destin Commun a voulu saisir l'état de l'opinion dans la société française au sujet de la situation économique et des enjeux énergétiques et écologiques, au moment où la perspective d'une crise profonde se dessine. Dans un contexte où une majorité de Français (57 %) sont déjà en difficulté face à la hausse des prix, le pessimisme et l'inquiétude, partagés par tous, sont plus marqués chez les groupes désignés par Destin Commun comme les Identitaires et les Laissés pour Compte. L'incompréhension est aussi un marqueur fort de la période : deux Français sur trois ne comprennent pas les raisons de cette crise. Cette incompréhension est considérablement plus élevée qu'en Allemagne et au Royaume-Uni, et concerne notamment ceux qui se disent le plus en difficulté face à la crise (74 % vs. 65 % en moyenne). Glissant de l'incompréhension à la défiance, ces personnes expriment une suspicion prononcée vis-à-vis des dirigeants politiques, et se sentent manipulés. Dans ces circonstances, 7 Français sur 10 anticipent, pour l'hiver prochain, des troubles à l'ordre public, et 40 % se disent favorables à une reprise du mouvement des gilets jaunes.

En réponse à la crise, les Français appellent de leurs vœux une intervention massive de l'État. Si les mesures auxquelles les Français sont les plus favorables sont celles qui ciblent directement les dépenses des ménages, ils soutiennent aussi très largement celles qui permettent d'accélérer la transition écologique, comme la réduction du prix des transports en commun, ou les primes ou prêts à taux zéro pour investir dans des dispositifs d'économie d'énergie, ainsi que la taxation renforcée des entreprises énergétiques.

Un très large consensus se dessine autour de la conscience de l'urgence climatique, et les énergies renouvelables et le modèle de sobriété sont largement plébiscités dans tous les groupes. Mais les injonctions aux efforts et aux changements de comportements, tant pour des raisons économiques qu'écologiques, interviennent dans un contexte fortement inflammable, et devront tenir compte du sentiment de profonde usure, et de l'exigence absolue de justice qu'expriment les Français.

1 • Voir l'étude *Dans la tête des abstentionnistes*, Destin Commun et Fondation Jean Jaurès, juin 2022.

1

Inquiétudes et privations : l'impact majeur de la hausse des prix sur les Français

Fin juillet, la confiance des ménages français, mesurée tous les mois par l'INSEE², s'est effondrée à un de ses pires niveaux depuis 1972. Au niveau collectif, le jugement sur l'évolution du niveau de vie dans le pays au cours des douze derniers mois et les perspectives pour les douze prochains mois sont en très fort recul depuis le printemps et atteignent désormais leur plus bas niveau historique. Au niveau individuel, la même tendance peut être observée sur l'opinion quant à l'évolution de la situation personnelle du foyer au cours des 12 derniers mois et les perspectives pour les 12 mois à venir. Si les Français ont le sentiment que remplir son caddie coûte de plus en plus cher, cette perception se trouve largement corroborée par des mesures objectives : selon une estimation publiée par l'INSEE fin juin³, les prix à la consommation ont augmenté d'environ 5,8 % depuis un an.

La hausse des prix met une majorité de Français en difficulté

Selon notre enquête, **le pouvoir d'achat, sujet central de la campagne présidentielle de 2022, s'est aujourd'hui installé comme la priorité n°1 pour 56 % des Français**. C'est près de dix points de plus qu'en Allemagne (45 %) mais nettement moins qu'au Royaume-Uni (77 %). Le pouvoir d'achat arrive en tête des priorités pour toutes les familles de Français de la segmentation de Destin Commun⁴, sauf pour les Militants Désabusés qui placent le changement climatique et l'environnement en tête. Ce sujet supplante de très loin la guerre en Ukraine qui, après six mois de conflit, n'est plus une préoccupation prioritaire que pour 16 % des Français.

Si le pouvoir d'achat se montre aussi central, c'est parce que l'inflation galopante touche de plein fouet nos concitoyens. Ainsi, notre enquête montre que la totalité de la population (99 %) déclare ressentir personnellement la hausse des prix. De surcroît, **57 % des Français disent éprouver des difficultés avec la hausse des prix. Parmi eux, 41 % déclarent avoir du mal à faire face à cette hausse des prix et 16 % que l'inflation les place en grande difficulté. Cette difficulté se ressent avec plus d'acuité chez ceux qui touchent les plus bas revenus, qui sont près de deux fois plus nombreux à se dire en grande difficulté**. Les femmes se disent aussi plus touchées que les hommes (+4 points). Par ailleurs, les Français se disent beaucoup plus touchés (57 %) que les Britanniques (33 %) et que les Allemands (38 %), mais aussi que les Polonais (47 %). Cette perception est en décalage avec le fait que l'inflation en France est à ce stade la plus faible de la zone euro.

Conséquence, **une majorité écrasante (85 %) se dit inquiète de l'impact de la hausse des prix sur leur vie quotidienne** (au même niveau cette fois qu'en Allemagne et au Royaume-Uni), et **40 % se disent même très inquiets**. Cette inquiétude dépasse largement celle ressentie au sujet de la guerre en Ukraine (72 %) ou de l'épidémie de Covid-19 (40 %).

2 • INSEE, "En juillet 2022, la confiance des ménages baisse pour le septième mois consécutif", Informations Rapides, 27 juillet 2022, n°196, URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6478226>

3 • INSEE, « En juin 2022, les prix à la consommation augmentent de 5,8 % sur un an », Indice des prix à la consommation, résultats provisoires (IPC), Informations Rapides, 30 juin 2022, n°171, URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6475533>

4 • Voir la présentation de la segmentation de Destin Commun à la fin de cette note.

Mais tous les Français ne sont pas exposés de la même façon à la hausse des prix. Cette dernière vient accroître les inégalités en frappant davantage les plus fragiles. Plus de **64 % des 30-44 ans**, une tranche d'âge essentiellement composée d'actifs, déclarent déjà éprouver des difficultés et se disent fortement inquiets face à la hausse des prix (jusqu'à 53 % de "très inquiets" dans cette classe d'âge). On retrouve aussi cette appréhension chez les Laissés pour compte (94 %) et les Identitaires (92 %). La segmentation de Destin Commun permet d'identifier les différents types de Français les plus exposés à la crise. Ainsi, plus de **70 % des Identitaires et des Laissés pour compte déclarent avoir du mal à faire face à la hausse des prix** ou éprouver de grandes difficultés face à l'inflation (vs. 57 % en moyenne).

Hausse des prix : des privations déjà importantes qui dessinent une société à deux vitesses

Les hausses de prix qui interviennent dans la vie quotidienne des Français depuis quelques mois viennent renforcer les inégalités sociales déjà présentes car elles pèsent avant tout sur des dépenses contraintes, en particulier au sein des milieux populaires. Si la hausse des prix touche donc une très vaste majorité de Français, elle ne les atteint pas au même degré, et contraint davantage certains groupes à rogner sur leurs dépenses courantes.

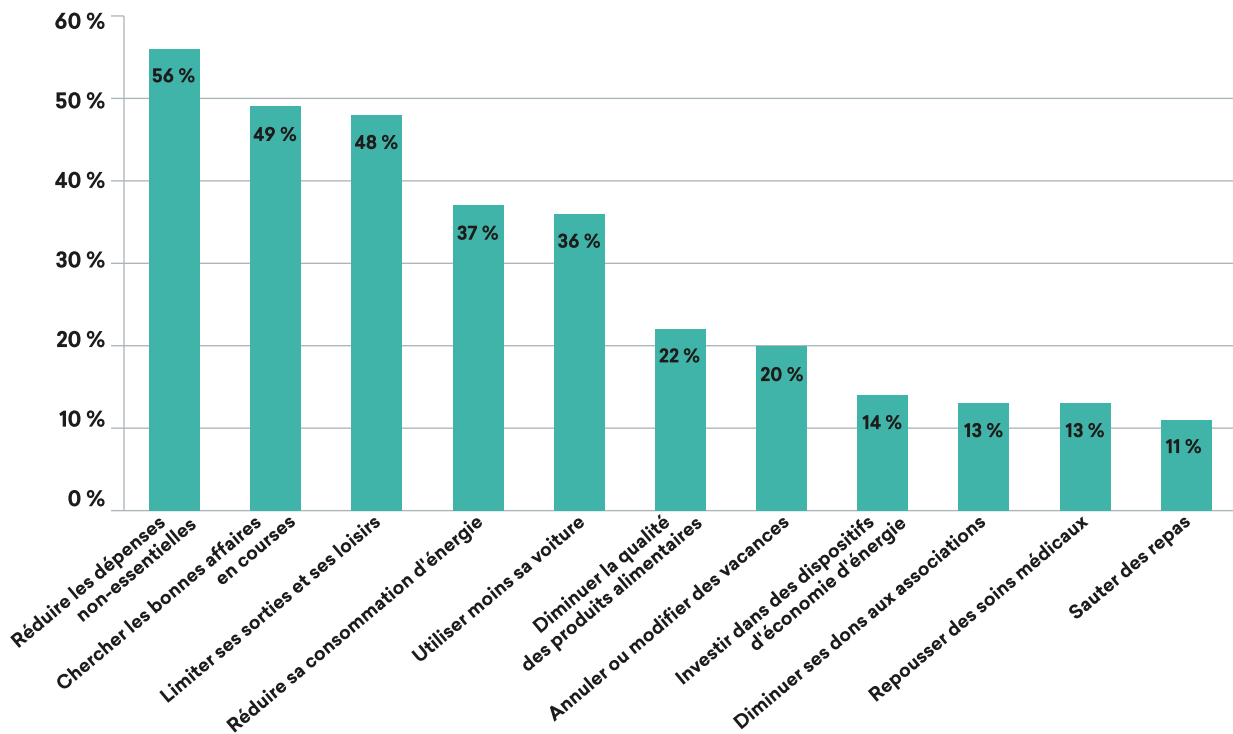
Du point de vue du budget du foyer, **les Français disent en majorité avoir réduit leurs dépenses « non essentielles »** (56 %, contre seulement 36 % en Allemagne). Avec des budgets toujours plus contraints, **49 % cherchent davantage les bonnes affaires en faisant les courses et 22 % disent acheter des produits alimentaires de moins bonne qualité.** Pour faire face à la hausse des prix, **la moitié des Français** (48 %, 10 points de plus qu'en Allemagne) **réduisent leurs loisirs et sorties comme aller au restaurant, sortir au café ou au cinéma. En pleine période estivale, 1 Français sur 5 (20 %) a annulé ou modifié ses projets de vacances** du fait de l'augmentation du coût de la vie. C'est particulièrement le cas parmi le bas des classes moyennes.

1 Français sur 5 a annulé ou modifié ses projets de vacances

Ensuite, les Français restreignent autant que possible leur budget énergie et transport : ils sont **37 % à déclarer réduire leur consommation d'énergie, notamment en utilisant moins leur voiture (36 %)**. Mais cela est surtout vrai pour les seniors (60 ans et plus), souvent moins contraints par les déplacements qu'une activité professionnelle impose aux actifs. Plus alarmant, **plus d'un Français sur 10 (11 %) saute parfois des repas ou repousse des soins médicaux coûteux (13 %)**. Ils sont plus nombreux dans ce cas parmi l'électorat de Marine Le Pen et parmi ceux qui touchent les plus bas revenus. Enfin, dans ce contexte, la solidarité exprimée par les dons aux associations risque de subir les dommages collatéraux de la baisse du pouvoir d'achat : 13 % des Français indiquent déjà les réduire.

FIGURE 1. LES PRIVATIONS DES FRANÇAIS POUR FAIRE FACE À LA HAUSSE DES PRIX

S'agissant de votre foyer, parmi les actions suivantes, quelles sont celles auxquelles vous avez recours pour faire face à l'augmentation du coût de la vie ? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.



Les Laissés pour Compte et les Identitaires, qui se déclarent plus touchés que les autres par l'inflation, sont aussi ceux qui déclarent avoir le plus fortement changé leurs habitudes de consommation et de loisirs du fait de la hausse des prix.

Vers un hiver contestataire ?

Les ménages ont donc d'ores et déjà adopté des stratégies de préservation de leur pouvoir d'achat. Mais notre enquête révèle aussi qu'ils prévoient de poursuivre ces efforts cet hiver, s'agissant notamment du budget chauffage. Ainsi, **6 Français sur 10 pensent déjà devoir limiter leur chauffage l'hiver prochain**, et près de 18 % ne savent pas encore s'ils devront le faire. Seuls 2 Français sur 10 sont certains de ne pas devoir baisser le chauffage pour économiser. La perspective d'une sortie de crise semble loin dans l'opinion publique. Comme les Britanniques et les Allemands, **les Français ont ainsi le sentiment que la crise du pouvoir d'achat est là pour durer : 41 % ne sont pas sûrs qu'elle se terminera à jour**, un quart (26 %) pense qu'elle va s'installer pour plusieurs années et seuls 18 % entrevoient la fin de la crise courant 2023 ou avant. Cette vision d'une crise au long cours, qui pourrait être taxée de pessimiste, est de fait considérée comme plutôt lucide par les experts de l'énergie⁵.

⁵ • La crise du pétrole et de l'électricité risquent de durer plusieurs trimestres voire années. S'agissant du gaz, le contexte actuel semble amorcer une transformation a priori définitive d'un marché européen dominé par du gaz russe historiquement abondant et peu cher car transporté par gazoducs, à un marché européen dominé par du gaz naturel liquéfié, transporté par bateaux et soumis aux cours mondiaux historiquement deux à trois fois plus cher.

Face à une situation économique jugée comme critique, les Français prévoient une nette dégradation du climat social avec un hiver contestataire : **les deux tiers des personnes interrogées (65 %) pensent que des grèves de grande ampleur vont survenir au cours des prochains mois** (contre 44 % en Allemagne et 57 % au Royaume-Uni), et près de 7 sur 10 (69 %) anticipent des troubles à l'ordre public dans un avenir proche. C'est dans les deux cas davantage qu'au Royaume-Uni (57 %) ou en Allemagne (64 %).

Enfin, l'ampleur de la crise du pouvoir d'achat, sans doute combinée au sentiment d'une impasse politique avec une Assemblée morcelée et divisée, semblent ranimer le désir de voir ressurgir le mouvement des gilets jaunes. Au cours de l'hiver 2018-2019, le mouvement social qui s'était emparé du thème du coût de la vie sous le mot d'ordre du « pouvoir vivre et non plus seulement survivre » avait fait vaciller le pouvoir. Aujourd'hui, **40 % des Français se disent favorables à une reprise du mouvement des gilets jaunes, dont 20 % très favorables** (dont 36 % très favorables chez les électeurs de Marine Le Pen⁶ et 28 % chez ceux de J.-L. Mélenchon). Si le soutien aux gilets jaunes a toujours été relativement important⁷, il pourrait potentiellement bénéficier d'un renfort parmi de vastes catégories de la population dans le cas d'une reprise du mouvement.

4 Français sur 10 se disent favorables à une reprise du mouvement des Gilets Jaunes dans les prochains mois.

⁶ • Toutes les analyses électorales renvoient au vote déclaré au 1er tour de l'élection présidentielle de 2022.

⁷ • Selon l'étude France 2022 : Naviguer en eaux troubles (Destin Commun, janvier 2022), 46% des Français avaient une opinion favorable des gilets jaunes en janvier 2022.

2

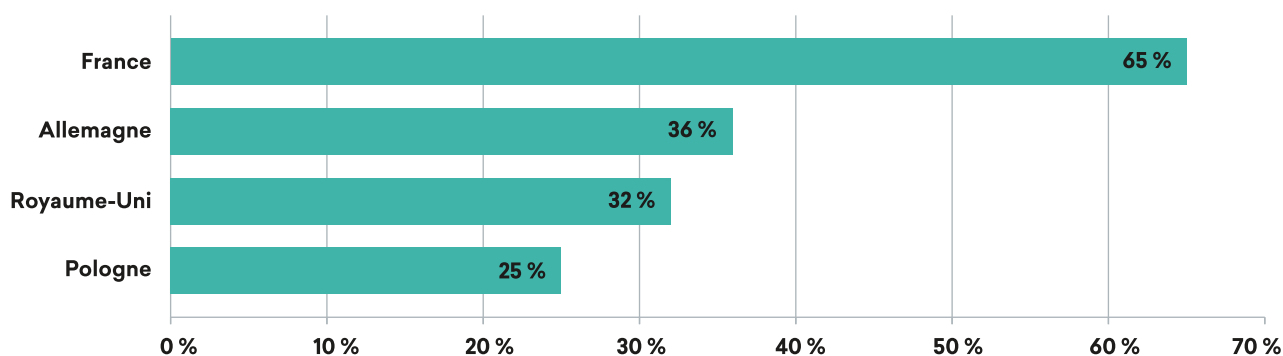
De l'incompréhension à la défiance, le danger d'une crise incomprise

Une incompréhension massive des raisons de la hausse des prix

Notre enquête révèle que **près de deux tiers (65 %) des Français ont le sentiment de ne pas comprendre les raisons de la hausse des prix, dont près d'un tiers (28 %) ne les comprennent pas du tout**. Dans une perspective comparative, on observe que **ce sentiment d'incompréhension est bien plus prononcé en France qu'au Royaume-Uni ou qu'en Allemagne**. Force est de constater une spécificité française dans cette incompréhension teintée de défiance.

FIGURE 2A • L'INCOMPRÉHENSION FACE À LA CRISE, UN PROBLÈME FRANÇAIS ?

*Dans quelle mesure avez-vous le sentiment de comprendre les raisons de la hausse des prix ?
(Total : « pas très bien » + « pas du tout »).*



La difficulté à comprendre les raisons de l'inflation en France peut s'expliquer par plusieurs facteurs qui ne s'excluent pas mutuellement. Est-ce le fruit d'une crise de confiance bien ancrée dans notre pays qui se traduit par une défiance généralisée envers le personnel politique et les médias qui relaient les interprétations à donner à la situation ? Est-ce le résultat d'une relégation par les médias des thématiques économiques, en comparaison d'autres enjeux (immigration, sécurité, etc.), ou le produit d'une communication gouvernementale insuffisante et d'un manque de pédagogie de la classe politique ? Reste que ce niveau d'incompréhension interpelle à l'heure d'une France politiquement fragmentée en trois blocs qui peinent à imposer leurs visions idéologiques respectives et leurs interprétations de la crise économique.

Cette incompréhension des raisons de l'inflation est d'autant plus préoccupante qu'elle est plus forte chez ceux qui se disent "très en difficulté" dans leur vie quotidienne à la suite des hausses de prix (77 % de sentiment d'incompréhension, contre seulement 27 % chez ceux qui n'éprouvent aucun problème), donc parmi les plus exposés à l'inflation. Elle est aussi plus forte chez les moins diplômés (72 % chez ceux qui n'ont pas le baccalauréat) et 80 % parmi les

électeurs de Marine Le Pen. Mais c'est surtout la segmentation de Destin Commun qui permet d'identifier les groupes les plus marqués par cette incompréhension : **les Laissés pour compte (79 %) et les Identitaires (78 %) sont les segments qui disent comprendre le moins bien les raisons de la crise**, contre seulement 52 % des Libéraux optimistes. Ce résultat impose un profond renouvellement et un ciblage de la pédagogie.

FIGURE 2B • COMPRÉHENSION DE LA HAUSSE DES PRIX ET DIFFICULTÉ ÉCONOMIQUE ÉPROUVÉE

Dans quelle mesure avez-vous le sentiment de comprendre les raisons de la hausse des prix ? (Sous-totaux) / Parmi les phrases suivantes, sélectionnez celle qui décrit le mieux l'effet qu'a eu la hausse des prix, par exemple des produits alimentaires et de l'énergie, sur votre vie ces dernières semaines.

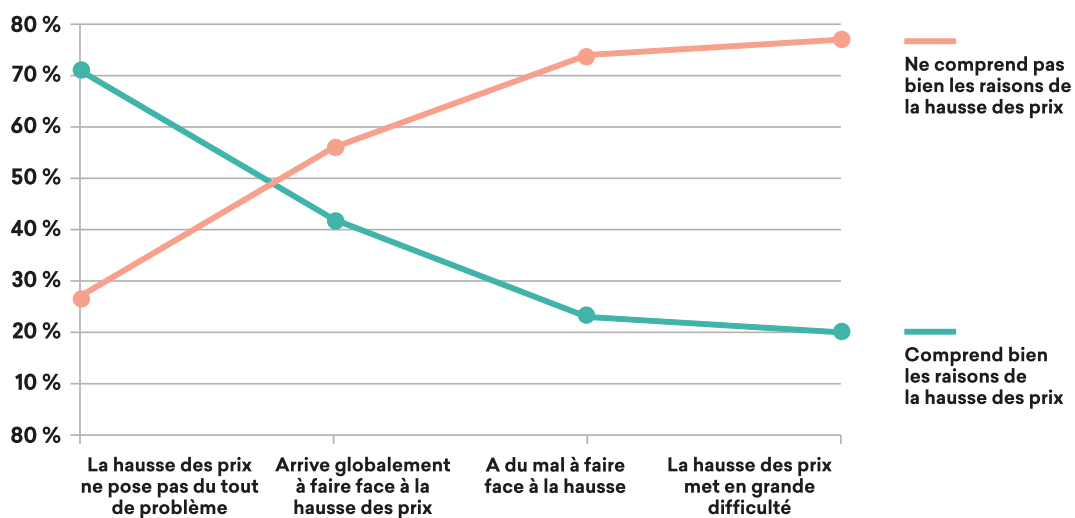
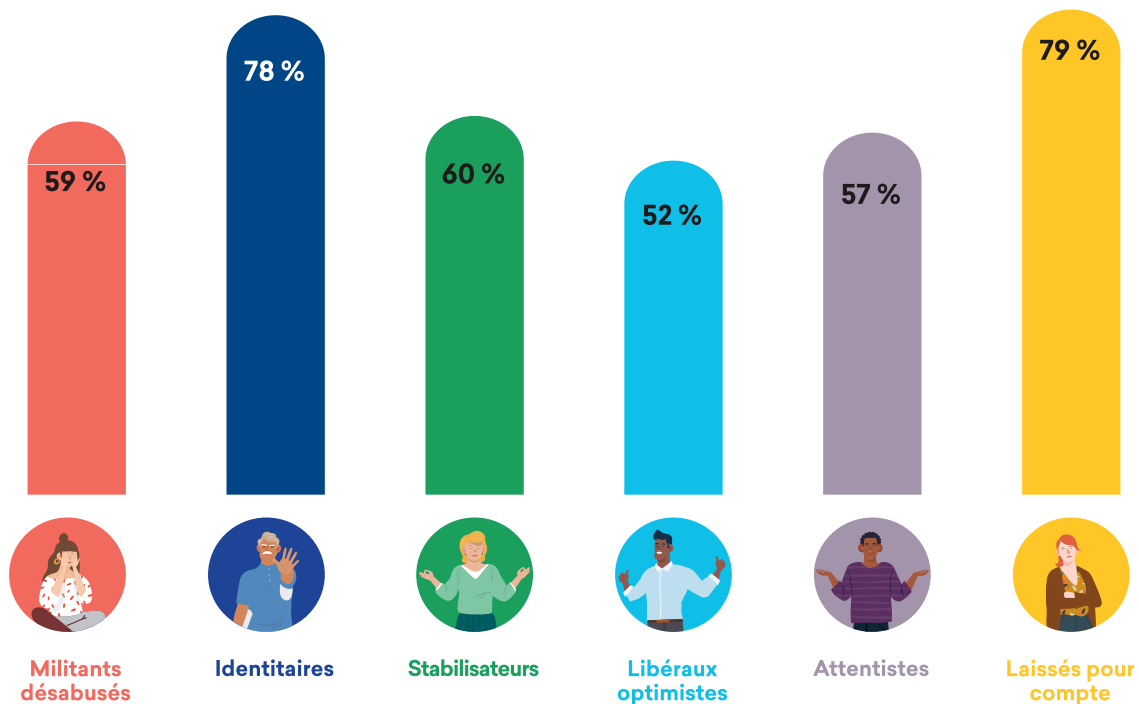


FIGURE 2C • L'INCOMPRÉHENSION DES IDENTITAIRES ET LAISSÉS POUR COMPTE FACE À LA CRISE

Dans quelle mesure avez-vous le sentiment de comprendre les raisons de la hausse des prix ? (Total : « pas très bien » + « pas du tout »)



Près de **la moitié des Français (49 %)** estiment que le niveau actuel des prix est **principalement la conséquence de phénomènes qui dépassent le contrôle des dirigeants politiques français**, contre 41% qui pensent que l'inflation est la conséquence de choix des dirigeants nationaux. C'est l'opposition ou le soutien au pouvoir national qui détermine en grande partie cette opinion. Ainsi les électeurs de partis d'opposition sont plus enclins à faire reposer la responsabilité sur les choix des dirigeants nationaux, notamment parmi l'électorat de Marine Le Pen (60 %) et, dans une moindre mesure, chez celui de Jean-Luc Mélenchon (49 %). Pour autant, à l'issue de la séquence électorale de 2022, la moitié des Français considèrent que dans cette crise, sont en cause des forces qui échappent au contrôle de leurs dirigeants nationaux, bien davantage que leurs voisins allemands (40 %, -9 points) ou britanniques (37 %, -12 points). On peut lire ici un signe de l'impopularité actuelle du gouvernement britannique, et s'agissant de l'Allemagne, une perception assez claire des conséquences du choix de l'augmentation de la dépendance allemande au gaz russe avec les gazoducs Nord Stream 1 et 2.

À qui la faute ? Une difficulté à identifier les causes de la hausse des prix

Si le sentiment d'un manque de compréhension est fort au sein de l'opinion en France, l'imputation de la responsabilité de la hausse des prix à une diversité d'acteurs rapproche les Français de leurs voisins européens, même si quelques différences significatives sont à souligner. Ces contrastes sont en partie le reflet de cadrages différents de ces enjeux.

La Russie est désignée comme le principal responsable de la hausse des prix par seulement 4 Français sur 10 (38 %). C'est nettement moins qu'au Royaume-Uni (51 %), qu'en Allemagne (48 %) ou qu'en Pologne (45%), qui désignent plus volontiers et assez nettement l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme premier responsable de l'inflation. En France, cette analyse est plus largement partagée par les électeurs d'Emmanuel Macron (57%) ou de Valérie Pécresse (53%), mais beaucoup moins chez les électeurs de Marine Le Pen (27%) ou de Jean-Luc Mélenchon (33%).

Second responsable pour les Français : **la politique du gouvernement français, pour un tiers des Français (33 %)**, ex-æquo avec **les entreprises dans le secteur de l'énergie et du pétrole**. Les Français sont autant que les Allemands et les Britanniques à citer leur propre gouvernement comme responsable. De manière logique, ceux qui attribuent la responsabilité de la hausse des prix au gouvernement sont davantage représentés au sein des oppositions, parmi les électeurs de Marine Le Pen (52 %), d'Éric Zemmour (45 %) ou de Jean-Luc Mélenchon (40 %). En revanche, de manière moins intuitive, les Français, réputés plus anti-libéraux, exonèrent plus facilement les entreprises du secteur de l'énergie que les Britanniques (55 % les jugent responsables de l'inflation, +22 points) ou que les Allemands (39 %, +4 points). Enfin, une proportion quasi-identique cite **la dépendance aux énergies fossiles comme responsable de l'inflation (32 %)**. Les Français sont moins nombreux à partager cette opinion que les Allemands (+11 points), plus dépendants du gaz russe, et se situent sur ce sujet quasiment au même niveau que les Britanniques (28 %).

Un quart des Français (24 %) pointent du doigt le rôle des grandes entreprises. Cette proportion est légèrement plus importante chez les soutiens de Jean-Luc Mélenchon (28 %) et chez ceux de Yannick Jadot (27 %), mais l'écart n'est pas majeur. Le secteur bancaire et la finance est lui aussi cité par 25 % des Français. 25 % y voient aussi la prolongation de l'effet de la crise sanitaire du COVID-19, au même niveau qu'en Allemagne, mais nettement moins qu'au Royaume-Uni (42 %). Enfin, expression plus précise de la défiance ambiante, **près d'un quart (23 %) désignent comme responsable de l'inflation l'action de groupes d'intérêt cachés**. En revanche, très peu de Français attribuent la hausse des prix aux politiques environnementales (9 %), et encore moins aux actions des militants pour le climat (4 %).

FIGURE 3 • LES RESPONSABLES DE LA HAUSSE DES PRIX

Selon vous, quel(s) est/est le(s) responsable(s) de la hausse des prix ? Sélectionnez jusqu'à 4 réponses

	Ensemble	Militants désabusés	Identitaires	Stabilisateurs	Libéraux optimistes	Attentistes	Laissés pour compte
La Russie	38	38	35	44	53	33	32
La politique du gouvernement français	33	34	<u>52</u>	24	15	20	<u>43</u>
Les entreprises dans le secteur de l'énergie et du pétrole	32	41	34	39	28	18	33
Notre dépendance aux énergies fossiles	29	<u>43</u>	16	<u>45</u>	30	19	22
Les banques et la finance	25	31	26	25	21	22	26
L'impact du COVID-19	25	23	23	31	31	22	22
L'Ukraine	25	22	25	26	35	21	22
Les grandes entreprises	24	29	21	25	19	21	26
Des groupes d'intérêt cachés	23	22	28	29	17	16	23
L'Union européenne	20	13	<u>34</u>	15	12	17	22

Si les crises d'envergure mondiale voient souvent s'imbriquer une pluralité de causes et de facteurs aggravants, il est manifeste que cette crise a été déclenchée principalement par les choix du régime de Vladimir Poutine, qui a réduit ses livraisons de gaz à l'Union européenne en deux temps, en septembre 2021 puis en juin 2022. D'un point de vue plus structurel, elle a été rendue possible par notre dépendance aux énergies fossiles, elle-même entretenue par les entreprises énergétiques et la politique du gouvernement.

Mais, plutôt qu'une méconnaissance des enjeux macroéconomiques, les diverses attributions des responsabilités de la hausse des prix sont le reflet de visions du monde différentes.

À l'heure de la tripartition de l'espace politique, trois France se dessinent :



UNE CRISE SYSTÉMIQUE

Les Militants désabusés et les Stabilisateurs mettent en cause la dépendance aux énergies fossiles, les acteurs privés, en premier lieu les entreprises du secteur de l'énergie, mais aussi les banques, la finances et les grandes entreprises, qui participent et entretiennent ce régime en crise.



UNE CRISE CONJONCTURELLE EXOGÈNE

Pour les Libéraux optimistes, mais aussi chez les Attentistes, la hausse des prix est avant tout le fait de la guerre menée par la Russie en Ukraine, et de l'impact du Covid-19.



UNE CRISE POLITIQUE INTERNE

Pour les Identitaires (52%) et les Laissés pour compte (43%), qu'on retrouve dans les électorats d'opposition, la responsabilité incombe en premier lieu à la politique et aux choix du gouvernement. Cette lecture de la crise comporte en elle-même un fort potentiel contestataire. Les Identitaires, dont le patriotisme est souvent teinté d'euro-scepticisme, désignent plus que la moyenne l'Union européenne.

Ce sentiment d'incompréhension des causes de la crise permet à un registre très critique de prospérer, lequel peut être parfois teinté de complotisme. Ainsi, **46 % des Français pensent que l'augmentation du prix du pétrole et du gaz fait partie d'un plan du gouvernement visant à nous forcer à passer aux énergies renouvelables**. Cette proportion culmine à 68 % chez les Identitaires, et s'élève à 56 % parmi les Laissés pour compte. On trouve ici l'expression d'une défiance endémique et profonde, alimentée par l'incompréhension d'une succession de crises à la complexité toujours croissante.

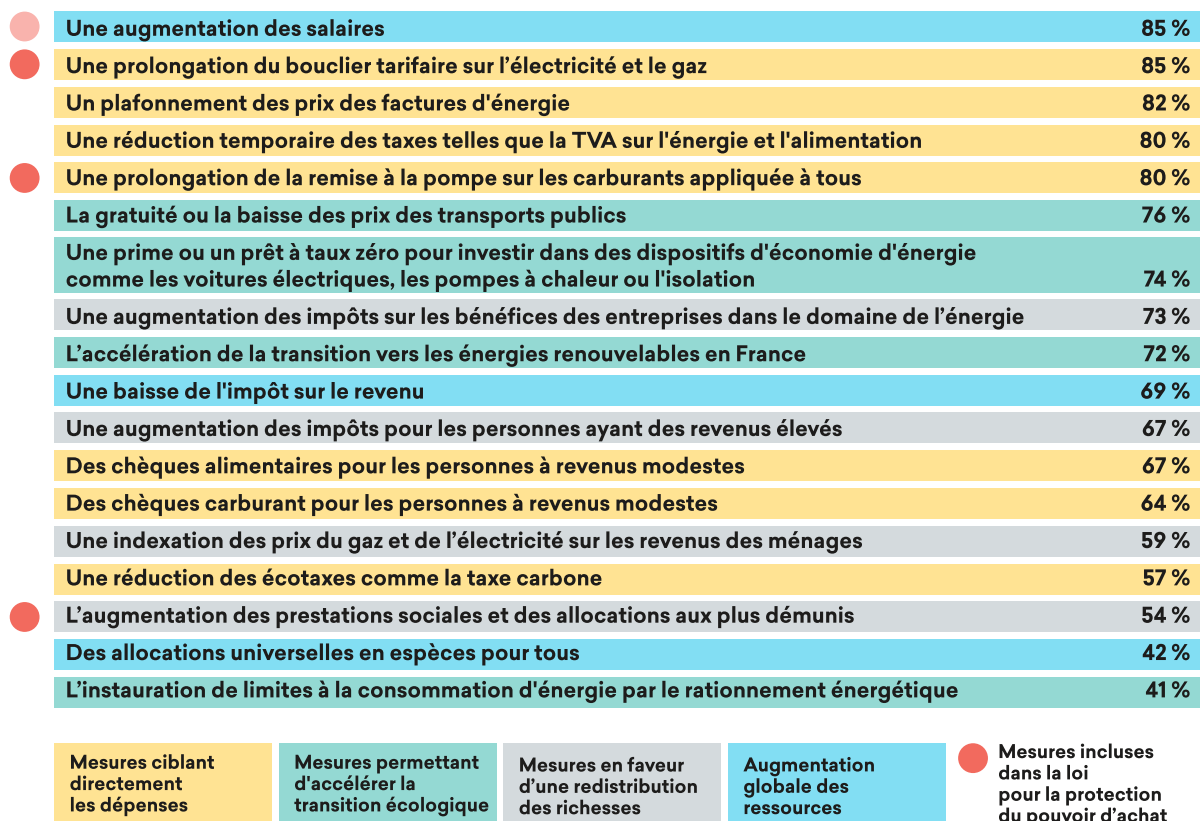
3

Un appel massif à l'intervention de l'État, une France divisée sur le ciblage des mesures

Un consensus autour des interventions de l'État pour sauvegarder le pouvoir d'achat

De façon assez prévisible, le soutien aux mesures d'aides aux consommateurs est massif, qu'elles visent l'augmentation globale des ressources (hausse des salaires et baisse des impôts), ou qu'elles ciblent spécifiquement les dépenses liées à l'énergie, aux transports et à l'alimentation. Ainsi, les Français se disent très majoritairement favorables à l'augmentation des salaires et à la prolongation du bouclier tarifaire (85 %), au plafonnement des prix des factures d'énergie (82 %), à la prolongation de la remise à la pompe (80 %) et, dans une moindre mesure, à la baisse de l'impôt sur le revenu (69 %).

FIGURE 4 • LES MESURES SOUHAITÉES PAR LES FRANÇAIS EN RÉPONSE À LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT
*Dans quelle mesure êtes-vous favorable aux mesures suivantes pour faire face à l'augmentation du coût de la vie ?
 (Total : « très favorable » + « plutôt favorable »)*



Mais il est intéressant de noter que les Français soutiennent aussi très largement les mesures visant à encourager les politiques publiques à accélérer directement la transition écologique, tout en soulageant le consommateur de coûts directs ou indirects. **Les trois quarts des Français (76 %) sont pour la gratuité ou la baisse des prix des transports publics** : une mesure plébiscitée notamment par les Militants désabusés (84 %) ; **74 % sont pour l'instauration d'une prime ou de prêts à taux zéro pour investir dans des dispositifs d'économie d'énergie** (pompes à chaleur, isolation des logements etc.). Enfin, 72 % souhaitent une accélération de la transition vers les énergies renouvelables.

On retrouve aussi **une forte demande de justice sociale et de redistribution des richesses** qui passe par une taxation du secteur de l'énergie et des plus fortunés d'une part, et par des aides ciblées pour les plus défavorisés d'autre part. Le secteur de l'énergie doit aussi être mis à contribution : **73 % se disent pour une augmentation des impôts sur les bénéfiques des entreprises dans le domaine de l'énergie**, soit autant qu'en Allemagne mais beaucoup moins qu'au Royaume-Uni (85 %). L'idée d'une taxation des plus fortunés est largement majoritaire : **67 % se prononcent pour une augmentation des impôts pour les personnes ayant des revenus élevés, une idée majoritaire dans tous les segments** et comparable avec les niveaux enregistrés en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Près de 6 Français sur 10 souhaitent une indexation des prix du gaz et de l'électricité sur les revenus des ménages et 54 % sont pour l'augmentation des prestations sociales et des allocations aux plus démunis.

73 % en faveur d'une hausse des impôts sur les bénéfiques des entreprises dans le domaine de l'énergie

La question du ciblage des aides réactive le clivage gauche-droite

S'ils s'accordent pour souhaiter un ensemble de mesures importantes de soutien à l'économie française et aux plus touchés par la crise, **les Français apparaissent divisés sur la portée à donner aux aides sociales en faveur du pouvoir d'achat**. Souhaitent-ils des aides universelles ou ciblées en direction de ceux qui en ont le plus besoin ?

L'opinion est fortement clivée sur la répartition des aides : **46 % se disent défavorables à des allocations universelles en espèces pour tous, contre 42 % favorables**. Le caractère universel de la mesure est davantage rejeté en France qu'en Allemagne (58 % de soutien) ou qu'au Royaume-Uni (50 %). Les Français en faveur d'aides universelles sont sur-représentés dans les électorats de Marine Le Pen (53 %), Valérie Pécresse (52 %) et Éric Zemmour (49 %). En revanche, les électeurs du centre et de la gauche favorisent des aides ciblées, soit 55 % des électeurs d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon, qui trouvent ici un terrain d'entente. Cette forte opposition entre des familles de valeurs et des électorats réactive la ligne de conflit entre la gauche et la droite.

L'anxiété économique renforce la tentation du repli

Enfin, face à la pénurie de main d'œuvre qui touche plusieurs secteurs importants de l'économie française (hôtellerie/restauration, etc.), **les Français restent divisés sur l'opportunité d'ouvrir davantage les flux migratoires, même quand on leur rappelle l'état du marché du travail**. Une moitié (49 %) d'entre eux se positionnent même pour la diminution des flux d'immigration vers la France cette année et l'année prochaine. C'est bien davantage qu'en Allemagne (31 % pour une diminution des flux migratoires) ou qu'au Royaume-Uni (23 %). L'autre moitié des Français restent divisés entre les partisans du statu quo migratoire (29 %) et ceux qui n'ont pas d'opinion (14 %). Seule une infime minorité (7 %) se positionnent pour augmenter les flux d'immigration, contre près d'un tiers des Britanniques et 1 Allemand sur 5.

4

Fin du mois, fin du monde : la hausse des prix renforce le soutien à la transition énergétique

À l'heure d'un été caniculaire où les conséquences du réchauffement climatique se sont rappelées à tous, la préoccupation du climat et de la protection de l'environnement est en hausse et se classe, après le pouvoir d'achat, en seconde position dans les préoccupations des Français avec 39 %, soit un niveau équivalent à ceux observés en Allemagne ou au Royaume-Uni, loin devant la santé (27 %), la criminalité (22 %), l'immigration (21 %), les retraites (19 %) ou la guerre en Ukraine (16 %). Cette évolution est très significative dans la mesure où la question climatique évoluait plutôt jusqu'ici entre la 3^e et la 5^e place, quelles que soient les enquêtes, dans les préoccupations prioritaires des Français.

Mais les Français font-ils pour autant le lien entre « fin du monde » et « fin du mois » ? La période apparaît propice tant les deux enjeux semblent liés aux difficultés économiques traversées par l'Europe, mais le risque de concurrence et de tension entre ces deux priorités est réel.

Fort soutien aux énergies renouvelables face à la flambée des prix de l'énergie

Une majorité de 62 % des Français juge que le gouvernement a été trop lent à investir dans les énergies renouvelables et que c'est une des raisons de l'augmentation des prix de l'énergie. Cette opinion est partagée par l'ensemble des segments, sauf les Attentistes – groupe souvent ambivalent ou indécis dans ses positions. Il ne s'agit pas là d'une exception française dans la mesure où les Allemands, les Britanniques et les Polonais énoncent une critique identique à l'encontre de leurs gouvernements. Souhaitent-ils pour autant accélérer la transition, en réponse à la crise du pouvoir d'achat ?

La crise des prix de l'énergie participe à la prise de conscience du lien entre transition écologique et pouvoir d'achat : 6 Français sur 10 admettent que retarder nos engagements pour lutter contre le changement climatique ne ferait qu'augmenter les factures d'énergie à moyen et long terme, y compris chez les Identitaires (59 %) ou les Laissés pour compte (58 %), davantage précaires. Dans ce contexte, **les deux tiers des Français souhaitent accélérer la transition vers les énergies vertes** (66 %) pour respecter les engagements climatiques et atteindre plus rapidement l'indépendance énergétique. On les retrouve davantage dans les familles des Militants désabusés (80 %), des Stabilisateurs (76 %) et des Libéraux optimistes (70 %). Il faut noter qu'aucun segment n'est en désaccord avec l'idée d'accélérer la transition, illustration d'un consensus dans l'opinion sur ce sujet.

Le contexte géopolitique lié à la crise énergétique renforce le soutien aux énergies renouvelables : pour les Français, **la meilleure façon de sortir de la dépendance au pétrole et au gaz russes est le développement de la production d'énergies renouvelables et de l'énergie**

nucléaire. Ainsi, 54 % sont d'accord avec l'idée selon laquelle la France peut sortir de la dépendance au pétrole et au gaz russe par le développement de la production d'énergies renouvelables, même si les Français se montrent moins convaincus que les citoyens allemands (67 %). Et pour cause, **une partie substantielle de l'opinion française est marquée par un fort tropisme nucléaire** : 47 % estiment que développer la production d'énergie nucléaire du pays est la meilleure option pour sortir de la dépendance russe. À titre de comparaison, ce pourcentage n'est que de 28 % de l'autre côté du Rhin (- 19 points). Cet optimisme ne semble pas tenir compte du temps nécessaire au déploiement que les infrastructures de ce type nécessitent, et paraît donc difficilement compatible avec l'enjeu de court terme posé par le contexte géopolitique. Les Libéraux optimistes et les Stabilisateurs sont des segments marqués par un fort soutien au nucléaire, tandis que les Militants désabusés (plus à gauche) et les Attentionnistes sont plus défiants envers le recours à ce type d'énergie. Seulement 21 % des Français imaginent une hausse des importations du pétrole et du gaz d'autres pays. C'est dix points de moins qu'en Allemagne (31 %). Une proportion encore plus faible (17 %) souhaite augmenter les capacités de production nationales de pétrole et de gaz (par exemple par le recours au gaz de schiste) et 11 % envisageraient d'utiliser du charbon produit en France.

FIGURE 5 • SOUTIEN AUX DIFFÉRENTES STRATÉGIES ÉNERGÉTIQUES POUR SORTIR DE LA DÉPENDANCE AU PÉTROLE ET AU GAZ RUSSES SELON LES ÉLECTORATS

Parmi les options suivantes, quelle est, selon vous, la meilleure façon de sortir de notre dépendance au pétrole et au gaz russes ? (Total : Deux choix de réponse cumulés)

	Ensemble	Emmanuel Macron	Marine Le Pen	Jean-Luc Mélenchon	Éric Zemmour	Yannick Jadot	Valérie Pécresse
Développer la production d'énergies renouvelables	54	61	41	61	32	81	51
Développer notre production d'énergie nucléaire	47	59	47	37	74	43	68
Importer du pétrole et du gaz d'autres pays	21	25	24	21	11	6	33
Augmenter notre production nationale de pétrole et de gaz (ex: gaz de schiste)	17	15	22	14	25	12	17
Utiliser du charbon produit en France	11	7	19	9	11	5	6

Un autre résultat marquant de l'étude porte sur la perception des énergies renouvelables, qui sont considérées comme permettant un approvisionnement fiable, mais dont les citoyens ignorent le coût.

Un vrai handicap pour elles dans les représentations collectives, alors même que les énergies renouvelables sont souvent moins chères que leur alternative fossile. **Interrogés sur les sources d'approvisionnement qu'ils jugent les plus fiables, les Français apportent davantage de crédit aux énergies renouvelables et au nucléaire qu'aux énergies fossiles.** 73 % considèrent que l'énergie solaire est fiable, 69 % pour l'énergie nucléaire, 53 % pour l'énergie éolienne. A propos des éoliennes, la France apparaît plus sceptique que l'Allemagne (65 %) et que le Royaume-Uni (70 %) envers cette source d'énergie. Un résultat qui fait écho aux nombreux débats sur l'intégration des éoliennes au paysage dans notre pays et qui a pénétré l'opinion. En comparaison, les énergies fossiles ne sont plus perçues comme fiables par 43 % des Français s'agissant du gaz, 40 % pour le pétrole et pour 27 % le charbon - soit près de deux fois moins que chez les Allemands ou les Britanniques.

Une grande incertitude entoure pourtant les coûts respectifs des différentes sources d'énergie, ce qui traduit une forme de méconnaissance sur cet enjeu. Plus particulièrement, les énergies renouvelables sont perçues comme étant plus chères que les énergies fossiles par certains (30 %), moins chères par d'autres (24 %), tandis qu'une proportion significative du public déclare ne pas savoir (29 %). De même, l'énergie nucléaire est perçue comme moins chère que le pétrole et le gaz par 39 % des Français, contre 16 % qui pensent l'inverse et 31 % qui ne savent pas.

La sobriété, un horizon souhaitable... ou contraint ?

7 Français sur 10 pensent que la sobriété (consommer moins) est une solution souhaitable pour préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique⁸. Cette vision est particulièrement prégnante chez les Militants désabusés (81 %). Toutefois, **presque une majorité de citoyens (48 %) pensent que la sobriété n'est une option que pour les plus fortunés.** Cette opinion correspond au décalage entre les plus modestes, qui auraient du mal à réduire davantage une consommation déjà contrainte, et celui des plus aisés. Une partie importante de la population (45 %) s'oppose ainsi à l'instauration de limites à la consommation d'énergie par le rationnement énergétique.

Si 7 Français sur 10 considèrent que la sobriété est une solution souhaitable face à la crise climatique, 48 % pensent qu'elle n'est une option que pour les plus aisés.

⁸ • Ce chiffre confirme les analyses du programme Parlons Climat : dans un précédent sondage réalisé en mars 2022, 74% des Français se déclaraient favorables à la sobriété.

Un équilibre fragile : le risque de concurrence entre pouvoir d'achat et climat

En pleine crise internationale, ne faudrait-il pas revoir provisoirement les engagements climatiques du pays ? L'équation se pose dans toute sa complexité au sein de l'opinion publique qui apparaît divisée et ambivalente. Sur la question de prioriser le pouvoir d'achat ou la sauvegarde du climat, **40 % sont d'accord pour repousser nos engagements sur le climat pour donner aux gens plus de temps pour se remettre de l'augmentation du coût de la vie, tandis que 39 % désapprouvent cette idée.** Il faut noter que cette idée est nettement moins répandue qu'au Royaume-Uni (52 %) ou qu'en Allemagne (47 %). Parmi les familles de Français, cette opinion concerne davantage les Identitaires et les Laissés pour compte, plus fragilisés que la moyenne par l'augmentation du coût de la vie, ainsi que les Attentistes, globalement moins engagés pour la transition écologique. Quant aux Militants désabusés, ils s'opposent nettement au sacrifice des engagements climatiques. D'un autre côté, et à rebours de ce raisonnement, **60 % des Français pensent que repousser nos engagements climatiques ne ferait que repousser la hausse des factures d'énergie à moyen et plus long terme. La même proportion approuve l'idée que reporter nos engagements climatiques nous rendrait de plus en plus dépendants de dirigeants comme Vladimir Poutine.** En outre, 67 % des Français considèrent qu'en repoussant les objectifs en matière de climat, les grandes entreprises continueront à éviter le problème et à se défaire de leurs responsabilités. Une idée particulièrement prégnante chez les Militants désabusés (81 %), mais aussi chez les Stabilisateurs (76 %) et les Laissés pour compte (72 %).

60 % des Français pensent que retarder nos engagements climatiques ne ferait qu'augmenter nos factures d'énergie à moyen et long terme.

Il est important de souligner qu'une partie de l'opinion est toujours sceptique face à l'urgence climatique et aux énergies renouvelables. 42 % (vs. 36 %) pensent que les actions de la France sur le climat ne feront pas une grande différence pour la planète, et qu'il est préférable de se concentrer sur des questions plus urgentes comme le pouvoir d'achat. C'est particulièrement le cas des Identitaires (65 % d'accord avec cette opinion), mais aussi dans une moindre mesure des Libéraux optimistes (50 %), attachés aux libertés individuelles et à leurs modes de consommation, et des Laissés pour compte (46 %).

Lorsqu'on interroge les Français sur les raisons pour lesquelles ils seraient prêts à accepter une nouvelle hausse des prix de l'énergie l'année prochaine, on retrouve cette priorisation forte du coût de l'énergie, avant les enjeux climatiques et les objectifs de neutralité carbone. 7 Français sur 10 (71 %) se disent prêts à accepter une nouvelle hausse des prix de l'énergie l'année prochaine s'il est possible de garantir des factures d'énergie moins élevées sur le long terme ; c'est 10 points de plus qu'en Allemagne et au Royaume-Uni. 66% consentiraient à une hausse si la France arrivait à se passer des importations de gaz russe - cet argument convainc particulièrement les Libéraux optimistes et les Stabilisateurs (60%) -, ou bien si la France atteint

plus rapidement ses objectifs de neutralité carbone (66 %), en particulier pour les Libéraux optimistes (74 %) et les Militants désabusés (64 %). Enfin, 48 % consentiraient à une hausse des prix de l'énergie si la France apportait un plus grand soutien à l'Ukraine en achetant moins de gaz russe (soit le même niveau qu'en Pologne, et 10 points de plus qu'en Allemagne).

FIGURE 6 • CONDITIONS D'ACCEPTATION D'UNE HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE SELON LES ÉLECTORATS

*Dans quelle mesure seriez-vous prêt(e) à accepter une nouvelle hausse des prix de l'énergie l'année prochaine si cela signifiait...
(Total « tout à fait d'accord » + « plutôt d'accord »)*

	Ensemble	Emmanuel Macron	Marine Le Pen	Jean-Luc Mélenchon	Éric Zemmour	Yannick Jadot	Valérie Pécresse
De garantir des factures d'énergie moins élevées sur le long terme	73	79	<u>74</u>	67	64	85	77
Que la France arrive à se passer des importations de gaz russe	68	83	61	68	45	86	76
Que la France atteigne plus facilement ses objectifs de neutralité carbone	61	72	56	63	<u>38</u>	87	57
Que la France apporte un plus grand soutien à l'Ukraine en achetant moins de gaz russe	49	68	40	43	32	67	57

5

Comment réagir ? L'aspiration à une réponse collective face au délitement social, mais une perte de foi dans le politique

La perte de foi dans la capacité des politiques à lutter contre la hausse des prix

En cohérence avec les taux très élevés d'abstention aux dernières élections, notre enquête révèle qu'**un tiers des Français ne font confiance à aucun parti pour faire face à la crise du coût de la vie**. Dans le détail, aucune force politique ne semble à ce stade clairement tirer son épingle du jeu sur ce thème qui est au sommet des préoccupations des Français. Parmi les citoyens qui font plus confiance à un parti qu'à un autre pour lutter contre l'augmentation du coût de la vie, **le Rassemblement National est le parti auquel les gens font le plus confiance (15 %)**. On peut y voir notamment la continuation de la dynamique de Marine Le Pen qui a su s'imposer sur cet enjeu dès le début de sa campagne électorale il y a maintenant un an. **Mais les autres grands partis représentés à l'Assemblée nationale présentent des scores faibles, que ce soit LREM-Renaissance (12 %) ou la France Insoumise (11 %)**. Enfin, les partis de gouvernement traditionnels, jadis crédibilisés par leur expérience de gestion, trouvent encore moins grâce aux yeux des Français, avec 5 % des citoyens qui font confiance aux Républicains, 6 % au Parti Socialiste ou encore 2 % à Europe-Ecologie-Les Verts, pour qui il est bien difficile de gagner en crédibilité en dehors de l'enjeu écologique.

1/3 des Français ne font confiance à aucun parti pour faire face à la crise du coût de la vie.

Cette crise intervient sur un terrain démocratique fragilisé : à l'issue de la séquence électorale de 2022, **la moitié des Français (49 %) disent que la démocratie française sort affaiblie du cycle électoral qui s'achève**, contre seulement 10 % qui pensent que les dernières élections l'ont renforcée. Incontestablement, avec l'incapacité des forces politiques en présence à incarner des voies crédibles face à l'enjeu de la hausse du coût de la vie, le péril économique se double d'une impasse politique pour un nombre croissant de citoyens.

La crise du pouvoir d'achat accélère le délitement social... mais inspire une réponse collective

D'un point de vue plus général, les Français jugent que l'individualisme a déjà pris le pas sur la solidarité. Ainsi, près des deux tiers (63 %) pensent que cette crise du pouvoir d'achat et la réponse que nous y apportons montrent que les Français s'intéressent surtout à eux-mêmes, tandis que 13 % disent que cette crise est une occasion pour les Français de s'entraider et de se

soutenir. Ce sentiment de délitement de la cohésion sociale, déjà amorcé par la longue séquence Covid ainsi que l'ont montré les précédentes études de Destin Commun, est d'autant plus prégnant chez ceux qui disent éprouver le plus de difficultés face à la hausse des prix. Ainsi, les Français sont 7 sur 10 à trouver que le pays est divisé, en progression depuis fin 2021. Ce sentiment de division augmente même, depuis fin 2021, chez les familles de valeurs les plus optimistes quant à l'avenir du pays, notamment chez les Libéraux optimistes.

Mais malgré ce tableau d'ensemble assez sombre, **il existe une aspiration à une réponse collective** dans la mesure où la part des Français qui considèrent que "les différences entre les Français ne nous empêchent pas d'avancer ensemble" (44 %) a progressé de 7 points depuis fin 2021. Si la fragmentation du pays, à la fois sociale et politique, est une caractéristique importante de la période, la crise peut aussi offrir l'opportunité de bâtir, entre des groupes sociaux aux intérêts parfois divergents, des compromis sur les enjeux consensuels, notamment écologiques et énergétiques.

Conclusion et recommandations

Face à la hausse du coût de la vie, notre enquête révèle une situation déjà largement dégradée pour une majorité des Français (57 %), et une vision pessimiste des prochains mois, avec l'anticipation de troubles à l'ordre public. Elle met à jour une grande difficulté à comprendre les ressorts de cette crise, et un certain nombre de décalages entre les perceptions et la réalité. Elle pointe aussi et surtout la demande d'équité qui habite les Français, condition essentielle pour les mobiliser dans la transition écologique. Enfin, elle confirme le risque d'un décrochage de deux groupes : les Identitaires et les Laissés pour compte, qui se retrouvent dans le discours de défiance, de ressentiment et de repli porté par le Rassemblement National. Ensemble, ils représentent 4 Français sur 10.

On peut distinguer trois types de risques qu'il importe de prendre en compte tant dans les réponses apportées par les politiques publiques, que dans la communication et le traitement médiatique de la crise.

1. Face à l'incompréhension, repenser la communication et l'information

Deux tiers de nos concitoyens (65 %) disent qu'ils ne comprennent pas ou pas bien les raisons de cette crise. C'est en particulier le cas de ceux qui sont les plus en difficulté face à la hausse des prix. Cette incompréhension alimente la défiance et les orientations conspirationnistes. Cette spécificité française fait planer le risque que la fracture sociale se double d'une rupture cognitive, qui accroîtrait le risque de contestation violente. Face à ce constat alarmant, l'enjeu est aujourd'hui de repenser les cadres et les formats de la communication et de l'information :

- Donner de la visibilité en créant des rendez-vous pédagogiques réguliers, par exemple par le biais de points didactiques télévisés analogues à ceux qui avaient été mis en place durant le premier confinement. Des indicateurs de référence doivent être installés, et partagés par tous les acteurs de la communication sur l'action publique.
- Aller au-devant de la défiance et de la désinformation en privilégiant, dans les médias, les formats questions-réponses, et en renforçant le fact-checking.
- Associer à l'élaboration et au partage de l'information les personnes en difficulté, afin qu'elles ne soient plus seulement entendues dans une posture de revendication.
- Renforcer l'information horizontale ou bilatérale, dans une optique de « co-éducation » : les Français doivent faire l'effort de comprendre les fondamentaux des questions énergétiques, mais leurs dirigeants doivent aussi se mettre à l'écoute de leurs enjeux de terrain, pour concevoir des politiques publiques adaptées.
- Déployer la pédagogie à une échelle intermédiaire, entre le micro du montant du ticket de caisse au supermarché et les chiffres obscurs de l'inflation.

L'enquête permet d'identifier des axes sur lesquels une information pédagogique ciblée pourrait jouer un rôle déterminant pour accompagner l'évolution déjà encourageante de l'opinion, par exemple sur la fiabilité et le coût des énergies renouvelables.

2 • Face aux injonctions contradictoires, donner une vision de long terme

Protéger le pouvoir d'achat des Français, tout en les incitant à la sobriété. Tout l'enjeu de la période actuelle est de réconcilier ces exigences qui apparaissent aujourd'hui comme paradoxales, et d'en faire émerger une synthèse désirable sur le long terme. La sobriété, plébiscitée par 7 Français sur 10 comme une solution souhaitable pour lutter contre le changement climatique, doit être présentée comme un avenir désirable pour lui-même, et non pas comme une contrainte imposée par un contexte de crise.

Le cadrage temporel de la pédagogie est essentiel aussi : dans un contexte où les termes de crise et d'urgence sont démonétisés par leur récurrence, il s'agit de donner à voir des objectifs à trois mois, à trois ans et à trente ans, et d'assumer la tension entre des objectifs difficilement conciliables à court terme en présentant la perspective de leur convergence à moyen et long terme.

3 • Face au sentiment d'injustice, renforcer les mesures structurelles

Dans une enquête menée par Destin Commun fin 2021, une large majorité des Français considéraient que des trois valeurs de la devise républicaine, la liberté était la mieux appliquée, et l'égalité la moins bien appliquée. La demande de justice sociale et d'équité n'est que renforcée par la crise actuelle. Dans ce contexte, l'approche par l'injonction au changement de comportements individuels présente à la fois le risque du sentiment d'impuissance, et de l'antagonisation entre groupes. La rhétorique des "petits gestes" semble négative, car elle dévalorise des efforts bien réels. La dimension individuelle de la transition ne doit pas être éludée pour autant car elle peut être vecteur de fierté et de cohésion, comme le montrent les travaux de Destin Commun, mais elle doit être articulée avec des mesures structurelles conçues dans un rôle d'amorçage, d'accompagnement et d'amplification des efforts individuels.

L'injonction à limiter la consommation électrique sera perçue comme illégitime et inopérante si elle n'est pas précédée par un encadrement effectif des incitations à la consommation que sont les publicités lumineuses, ou les publicités pour les produits les plus polluants.

Au-delà des analyses alarmistes, notre enquête révèle de réelles opportunités dans la période actuelle : 7 Français sur 10 se disent favorables à la sobriété, et une proportion identique sont favorables à l'accélération de la transition vers les énergies renouvelables. Pour que ce désir commun devienne une réalité, il faut donner à voir le cap, et toutes les étapes qui y mènent, dans un souci permanent d'équité.

À propos de Destin Commun

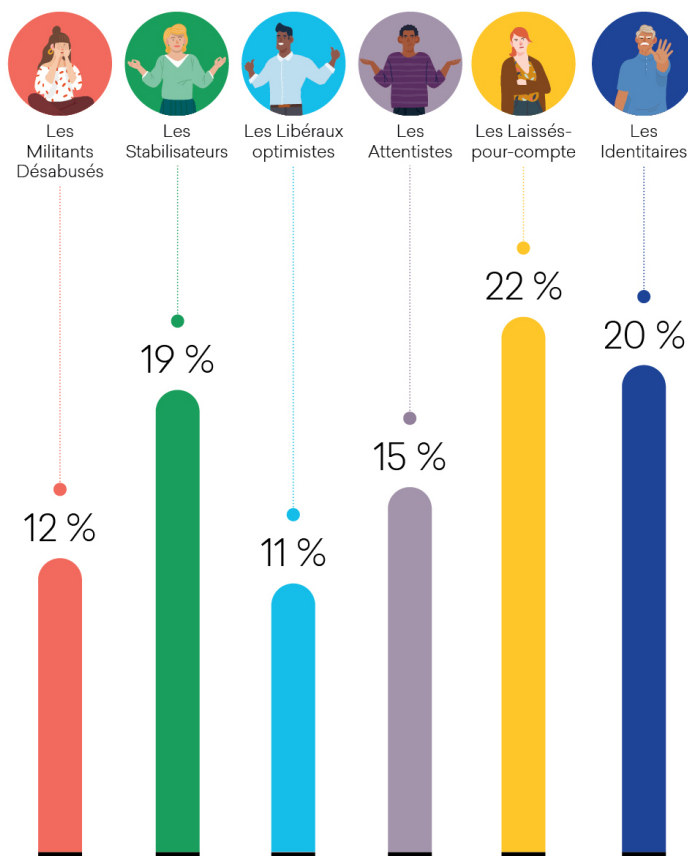
Qui sommes-nous ?

Destin Commun est un laboratoire d'idées et d'actions dont la mission consiste à lutter contre les phénomènes de fragmentation et de polarisation qui fragilisent la démocratie et la cohésion sociale, en analysant les lignes de fracture qui traversent la société et en identifiant les opportunités de rassemblement. Ses travaux alimentent la stratégie d'une large palette d'acteurs (médias, associations, entreprises, institutions religieuses, syndicats...).

Destin Commun est une association de loi 1901, aconfessionnelle et non partisane. C'est la branche française du réseau More in Common, présent également aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Pologne.

La segmentation de Destin Commun - 6 familles de valeurs

Destin Commun a mis au point une méthodologie d'étude fondée sur la recherche en psychologie sociale (fondements moraux, appartenances de groupes, orientations psychologiques), qui a permis de distinguer 6 grandes familles de valeurs dans la société française. Cette grille de lecture originale n'intègre pas prioritairement d'indicateurs socio-économiques et démographiques, mais peut néanmoins les croiser. Cette typologie, qui s'applique à l'analyse de tous types de sujets, permet de décrypter finement les ressorts des opinions et perceptions des Français.






**Destin
Commun**

More in Common France

www.destincommun.fr

 [@Destin_commun](https://twitter.com/Destin_commun)

 [destin-commun](https://www.linkedin.com/company/destin-commun)